

Retraites : après les manifestations et grèves du 10 septembre nous continuons la lutte contre les contre-réformes Fillon

C'est bien de cela dont il s'agit : le projet de loi du gouvernement Hollande/Ayrault entérine et poursuit les contre-réformes de 1993, 1995, 2003, 2007 et 2010. Ce que nous refusions (comme la Gauche) sous un gouvernement de Droite, il n'y a aucune raison de l'accepter aujourd'hui d'un gouvernement de Gauche. L'allongement de la durée de cotisations, la décote, la désindexation vis-à-vis des salaires, ... tout est maintenu. **Ayrault prolonge Fillon** par un nouvel allongement de la durée de cotisations et y ajoute une augmentation des cotisations payées par les salarié-es !

L'allongement de la durée de cotisations conduit à une retraite plus tardive et à des pensions plus faibles pour tous et toutes !

On vit plus vieux, on doit donc travailler plus longtemps ?

Au contraire, le niveau de chômage montre qu'il faut réduire le temps de travail. Par ailleurs, les conséquences des précédentes contre-réformes se traduisent désormais par un recul de l'espérance de vie en bonne santé. La productivité des salarié-es et les profits des actionnaires ne cessent de croître.

Il n'y a nul besoin de travailler plus longtemps, sauf pour remplir toujours plus les poches des patrons et des actionnaires.

Il n'y a plus d'argent pour financer nos retraites ?

Il y aurait besoin de 20 milliards d'euros pour 2020 ? Mais 40 milliards d'euros ont déjà été pris dans les poches des salarié-es (en activité, au chômage ou en retraite) par l'allongement de la durée de cotisations, le recul de l'âge de la retraite, l'instauration de la décote, la désindexation des pensions par rapport aux salaires, l'augmentation du nombre d'années prises en compte pour le salaire de référence, la baisse du rendement des complémentaires.

20 milliards d'ici 2020 ?

La fraude fiscale, c'est 80 milliards par an !

Ce sont les salarié-es qui produisent la richesse collective. Nous ne devons rien à celles et ceux qui nous la confisquent en s'appropriant le fruit de notre travail. **Imposons une autre répartition des richesses, et les 20 milliards pour les retraites seront bien vite trouvés !**

Pas un euro de moins, pas un trimestre de plus !

Rejetons ce projet de loi qui prolonge les précédentes régressions sociales

L'Union syndicale Solidaires a proposé une nouvelle réunion intersyndicale très rapidement après la journée d'action du 10 septembre, pour impulser la suite nationalement. Elle ne se tiendra sans doute que vers le 20. Sans tarder, dans les entreprises, les services et les localités, prenons des initiatives, rassemblons les salarié-es, les retraité-es, les jeunes !

Nous ne pouvons pas attendre le début du débat parlementaire, le 7 octobre, pour poursuivre le mouvement national contre ce projet de loi ! Pour nos retraites, unité contre les mauvais coups !

